

## Le Kenya aujourd'hui ou les espoirs déçus d'une alternative

Guy LABERTIT est conseiller du président de la Fondation Jean-Jaurès pour l'Afrique et l'Amérique latine.

Elu local dans la banlieue parisienne depuis 1995, il est délégué national à l'Afrique et à la Francophonie du Parti socialiste.

Diplômé de lettres, ancien syndicaliste étudiant, puis enseignant, directeur de la revue *Libération Afrique*, il a, par la suite, été secrétaire national du Parti socialiste unifié (PSU), notamment chargé des relations internationales et des questions de défense. Il est membre du secrétariat international du Parti socialiste français depuis 1991, devenant délégué national à l'Afrique en 1993. Depuis cette date, il a également exercé ce mandat sur les questions de coopération, de développement et de francophonie. Il a été membre du Haut Conseil de la coopération internationale (HCCI) de 1999 à 2002.



LES NOTES DE LA FONDATION JEAN-JAURES

Fondation Jean-Jaurès  
12, cité Maiesherbes – 75009 Paris  
<http://www.fondation@jean-jaures.org>

ISBN 2-910461-67-X

Prix : 2 €

2

LES NOTES DE LA FONDATION JEAN-JAURES

# Le Kenya aujourd'hui ou les espoirs déçus d'une alternative

GUY LABERTIT



## Sommaire

---

Avant-propos .....	1
Le Kenya aujourd'hui ou les espoirs déçus d'une alternative ...	4
2002 : la rupture avec la victoire de la NARC sur la KANU ...	6
2003/2005 : les difficultés et l'éclatement de la NARC .....	11
Les conséquences du rejet de la réforme constitutionnelle (21 novembre 2005) .....	15
Remarques sur le gouvernement actuel .....	17
Quelles alliances pour les élections générales de 2007 ? .....	22

# Le Kenya aujourd'hui

## ou les espoirs déçus d'une alternative

---

GUY LABERTIT

### Avant-propos

Du 6 au 10 mai 2006, Guy Labertit accompagné de François Isserel-Savary ont effectué une visite de travail au Kenya pour évaluer les possibilités de relance d'un partenariat entre la Fondation Jean-Jaurès et des forces politiques progressistes de ce pays. Une première visite en janvier 1999 avait débouché sur des initiatives communes en 1999 et 2000 avec le *Social Democratic Party* (SDP) qui a aujourd'hui disparu de l'échiquier politique de ce pays.

Ses deux principaux dirigeants de l'époque, Charity Ngilu et Peter Anyang Nyongo, ont participé aux gouvernements de la coalition alternative Arc-en-ciel, arrivée au pouvoir en 2002, en occupant respectivement les postes de ministre de la Santé (de 2002 à aujourd'hui) et du Plan et du Développement (2002-2005). Cette visite nous a permis de les retrouver, mais aussi de rencontrer des personnalités éminentes de l'actuel gouvernement et de l'opposition.

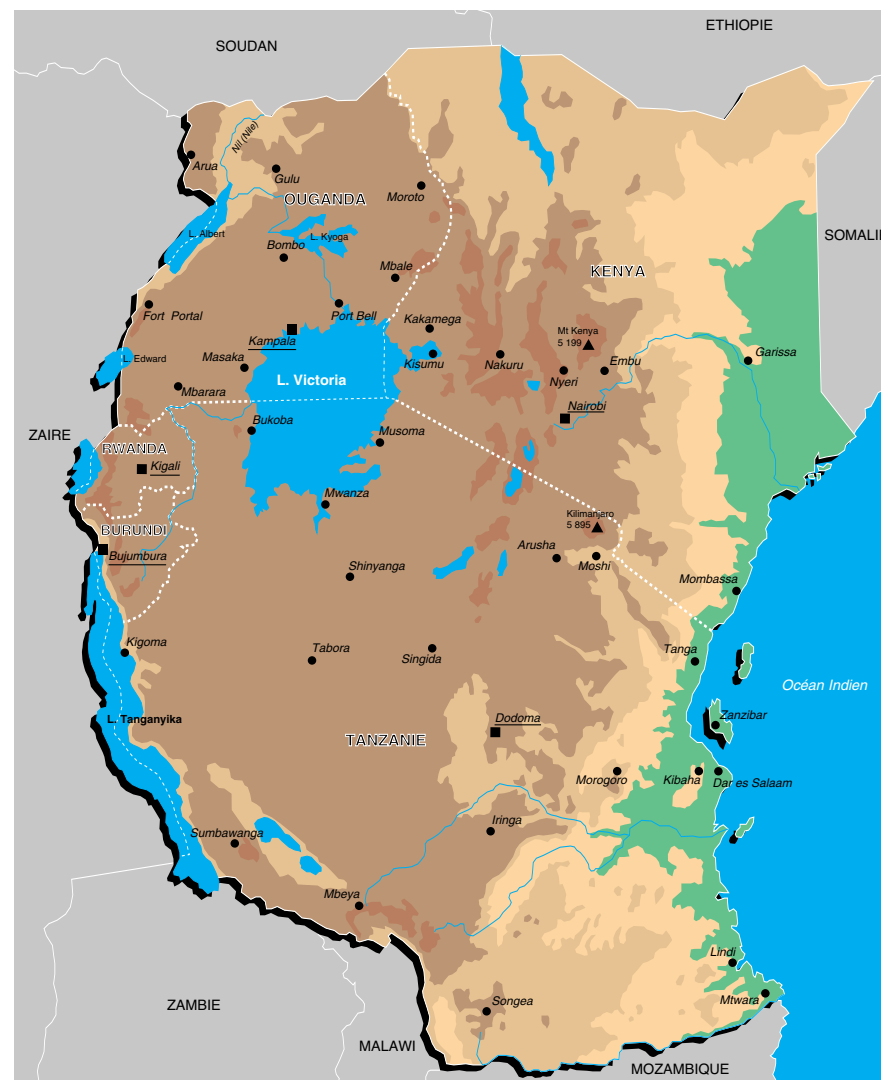


LES NOTES DE  
LA FONDATION  
JEAN-JAURES

La préparation de cette visite de travail a été facilitée par l'Ambassade de France, à travers l'action de l'Ambassadeur Hubert Fournier et de son Premier conseiller Antoine Anfré. Nous les remercions pour la qualité de leur accueil et leur disponibilité. Nous devons également beaucoup, pour leur collaboration, à la section de Nairobi du Parti socialiste, conduite par Jean-Luc Wasse, à Christine Auclair, élue de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) pour l'Afrique orientale et australe, et à la section de l'Association démocratique des Français de l'étranger, présidée par Christian Caldara. Qu'ils en soient très sincèrement et chaleureusement remerciés.

Les nombreux et riches entretiens avec des acteurs décisifs de la vie politique kenyane et des membres de la communauté française de Nairobi, ainsi qu'avec Fritz Kopsieker, directeur du bureau de la Fondation allemande Friedrich Ebert à Nairobi, nourrissent cette note essentiellement consacrée – c'est sa seule ambition – à la situation politique actuelle au Kenya, complexe et incertaine. Pour une connaissance réelle et approfondie du pays et pour échapper aux images toutes faites au parfum colonial de « Out of Africa » ou dépasser les clichés type « safari » ou « mosaïque ethnique », le lecteur pourra se reporter à l'ouvrage *Le Kenya contemporain*, publié par les éditions Karthala et l'Institut français de recherche africaine (IFRA), sous la direction de François Grignon et de Gérard Prunier.

Il nous a semblé opportun de publier cette note car Nairobi, capitale du Kenya, va prochainement accueillir deux événements politiques de portée internationale. Tout d'abord, en septembre 2006, c'est à Nairobi que maires et élus des collectivités locales et territoriales se retrouveront au désormais traditionnel rendez-vous intercontinental de « Africités ». Puis, en janvier 2007, des représentants des sociétés civiles du monde entier se réuniront dans la capitale kenyane à l'occasion de l'une des rencontres du Forum social mondial.



---

## Le Kenya en quelques dates

Du VIII<sup>ème</sup> au XVIII<sup>ème</sup> siècle : Organisation de comptoirs, sorte de petits sultanats, sur la côte du Kenya (Lamu, Malindi, Mombasa), d'abord par les Shirazis, originaires de Perse, et les Arabes venus d'Oman, puis les Portugais.

XVI<sup>ème</sup> siècle : Des populations venues du Nord se substituent au peuplement initial (V<sup>ème</sup> siècle avant J.C.) apparenté au groupe Khoi-San, Bochimans ou Bushmen d'Afrique du Sud, le littoral étant peuplé d'Arabes et de Bantous (Mijikenda) venus par le Sud, également présents dans les Hauts plateaux du Centre (Kikuyu et Kamba).

1805 : Sayed Said, un des deux frères prétendant au trône du sultanat d'Oman, accepte de s'installer à Zanzibar.

1888 : La Grande-Bretagne obtient du sultan de Zanzibar une concession sur l'essentiel des terres de ce qui sera le Kenya.

1895 : Le Kenya devient un protectorat britannique.

1920 : Le Kenya est une colonie de la Couronne britannique.

1921 : Harry Thaku, formé par les missionnaires protestants, fonde à Nairobi la Young Kikuyu Association (YKA), dénonçant les mesures de la colonisation (laissez-passer, travail forcé, accaparement des terres qui structurent la société kikuyu).

1922 : H. Thaku est arrêté et déporté jusqu'en 1930 à Kismayu sur la côte ; 21 personnes sont abattues par la police lors d'une manifestation de protestation contre l'arrestation de H. Thaku à Nairobi.

1928 : Jomo Kenyatta, né vers 1895, devient secrétaire de la Kikuyu Central Association (KCA), organisation politique nationaliste luttant pour la restitution des terres.

1929 : Jomo Kenyatta part pour Londres pour plaider la cause africaine au nom de la KCA auprès du secrétaire britannique aux Colonies.

1929-1946 : J. Kenyatta, éconduit, étudie en Grande-Bretagne, voyage à Moscou et en Scandinavie, fréquentant les milieux socialistes et communistes.

1944 : Fondation de l'Union africaine du Kenya (KAU), premier mouvement politique de masse interethnique, intégrant le mouvement syndical African Workers Federation. L'objectif initial de la KAU est l'accession à un gouvernement africain autonome.

1947 : De retour au Kenya, Jomo Kenyatta prend la tête de l'Union africaine du Kenya (KAU), dont une minorité va opter pour la lutte armée contre les colons.

1948/1952 : Montée du mouvement Mau Mau (appellation des colons).

1952/56 : Insurrection dite des Mau-Mau, sévèrement réprimée par la puissance coloniale ; arrestation de Jomo Kenyatta dès 1952.

1961 : Elections législatives dominées, d'une part, par l'Union nationale africaine du Kenya (KANU), majoritaire et surtout implantée chez les Kikuyu du Centre et les Luo de l'Ouest, et, d'autre part, par l'Union démocrate africaine du Kenya (KADU), plus représentative des Kalenjine et de la Côte.

1961 : La KANU obtient la libération de Jomo Kenyatta, qui conduit les négociations avec Londres.

1963 : Nouvelles élections ; la KANU obtient deux tiers des voix, Jomo Kenyatta devenant Premier ministre.

Décembre 1963 : Proclamation de l'indépendance du Kenya dans le cadre du Commonwealth.

1964 : Jomo Kenyatta devient le premier Président de la République du Kenya. Intégration de la KADU dans la KANU.

1966 : Oginga Odinga, vice-président, d'origine Luo, quitte la KANU pour créer l'Union des peuples kenyans (KPU).

1969 : Assassinat à Nairobi du dauphin de Jomo Kenyatta, Tom Mboya, d'origine Luo. Arrestation de Oginga Odinga et interdiction de la KPU.

1969 : Jomo Kenyatta est réélu et la KANU est le parti unique de fait.

1978 : Mort de Jomo Kenyatta. Le vice-président Daniel Arap Moi, d'origine Kalenjine, lui succède.

1982 : La KANU est officiellement le parti unique. Moi s'appuie surtout sur son ethnie d'origine, les Kalenjine, et sur les Masai, tandis que les Kikuyu et les Luo, qui étaient les principales bases de la KANU, passent à l'opposition.

1991 : Reconnaissance du multipartisme et création du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD) par Oginga Odinga.

1992 : Divisions au sein du FORD ; victoire de la KANU et de Daniel Arap Moi aux élections générales de décembre.

1997 : Nouvelle mais étroite victoire de la KANU et de Daniel Arap Moi aux élections générales de décembre. Fraude électorale massive.

1998 (août) : Tragique attentat terroriste contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi, faisant 249 morts et plus de 4000 blessés parmi la population kenyane.

2002 : Election de Mwai Kibaki à la présidence du pays face au candidat de la KANU, Uhuru Kenyatta, fils du « père de la Nation », et défaite de la KANU aux élections législatives de décembre. Largement majoritaire à l'Assemblée nationale, la coalition Arc-en-ciel (NARC) formée autour du Président Kibaki conduit le gouvernement.

---

## Le Kenya aujourd'hui ou les espoirs déçus d'une alternative

C'est en 1978, à la mort du « père de l'indépendance » Jomo Kenyatta, que Daniel Arap Moi, alors vice-président, a accédé à la magistrature suprême au Kenya. Il a confirmé l'engagement pro-occidental de son pays, voisin de la Tanzanie de Julius Nyerere, adepte de l'« ujamma » socialiste.

### Le peuple kenyan

A la différence de la région côtière, le peuplement de l'intérieur du Kenya est assez récent, comme du reste celui de l'Afrique de l'Est en général.

La majorité des Kenyans appartiennent au groupe bantou, venu du sud de l'Afrique. Population à vocation agricole au départ, le groupe bantou intègre les Mijikenda de la côte, les Kikuyu (22 % de la population), les Kamba (11 %) et les Taita des Hauts plateaux du Centre, les Luhya (14 %) de l'Ouest qui ont migré d'Ouest en Est à travers le Congo, ainsi que les Kisii (6 %).

Le groupe saharo-nilotique domine dans la région des lacs à l'ouest du pays, avec les Luo (15 %) des bords du lac Victoria, les Turkana (lac Turkana) pasteurs et pêcheurs, les pasteurs Kalenjin (12 %) regroupant Nandi, Tugen, Marakwet et Pokot de la vallée du Rift, des plaines et des plateaux, les pasteurs Masaï et Samburu.

Les pasteurs nomades Borana, Gabbra au Nord et Somali au Nord-Est du pays, venus d'Ethiopie et de la Corne de l'Afrique, appartiennent au groupe couchitique (famille afro-asiatique).

Derniers représentants du peuplement initial de l'intérieur du pays, les Okiek dits Ndoroba des forêts de l'escarpement de Mau sont apparentés au groupe Khoi-San (Bushmen d'Afrique du Sud célèbres pour leur langue à clic).

Outre ces groupes de population africaine, le peuple kenyan intègre aussi des populations arabes originaires du Golfe Persique, fixées depuis assez longtemps au Kenya (dès le IX<sup>ème</sup> siècle), et des populations issues du sous-continent indien, récemment venues au Kenya avec les colons britanniques pour la construction du chemin de fer.

Une tentative de coup d'Etat en 1982 a resserré plus encore les liens avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne et a fait de la *Kenya African Democratic Union* (KANU) le parti unique officiel jusqu'en 1991, date à laquelle le multipartisme a été rétabli, comme dans la plupart des pays du continent africain.

Désormais soumis à la nouvelle loi du genre, D.A. Moi, face à une opposition certes divisée, s'est fait élire en décembre 1992 et réélire en décembre 1997, en ayant recours à une fraude électorale sur laquelle les bailleurs de fonds ont pudiquement fermé les yeux. Toutefois, les violences ethniques commanditées par les autorités du pays pour maintenir un climat de peur à l'intérieur du Kenya et la corruption galopante au profit des dignitaires du régime et de la famille Moi en particulier ont isolé diplomatiquement et économiquement le pouvoir, qui n'a plus bénéficié des fonds des institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale en particulier, avec qui la rupture était consommée.

Le 7 août 1998, le terrible attentat contre l'ambassade des Etats-Unis dans la capitale, qui a fait 249 morts et plus de 4000 blessés parmi la population kenyane, a permis de rapprocher Nairobi de Washington dans la lutte anti-terroriste. Mais pour les élections de 2002, les dés semblaient jetés. Daniel Arap Moi a bien songé, comme nombre de ses pairs africains, à faire modifier la Constitution pour s'autoriser un troisième mandat, mais il se sentait lâché par ses soutiens traditionnels et a préféré, après maintes combinaisons, faciliter l'émergence au sein de la KANU de Uhuru Kenyatta, fils du « père de l'indépendance », pour essayer de donner un nouveau souffle à un système politique au bord de l'asphyxie.

Dans ce contexte, au-delà du retrait longtemps incertain du Président Daniel Arap Moï, les élections générales du 27 décembre 2002 ont donc marqué une rupture politique au Kenya avec la défaite de la KANU, ancien parti unique, tant aux élections présidentielles que législatives.

## 2002 : la rupture avec la victoire de la NARC sur la KANU

En effet, son candidat à la magistrature suprême, Uhuru Kenyatta, fils de Jomo, président entre l'indépendance et 1978, a été largement devancé en n'obtenant que 31,8 % des suffrages. Le vainqueur, qui a obtenu 62,2 % des voix, est le candidat malheureux de 1992 et 1997, Mwai Kibaki, issu du *Democratic Party* (DP, libéral), mais soutenu par la *National Rainbow Coalition* (NARC). Candidat du *Forum for the Restoration of Democracy-People* (FORD-P), une des trois branches du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD), Simeon Nyachae, ancien dignitaire de la KANU, a recueilli 5,9 % des voix. Pour rappel, il en avait été exclu avec ses proches dès 2001, car soupçonné de faire de l'ombre à un Arap Moï qui n'avait pas encore décidé de se retirer. FORD-P est surtout implanté en milieu Kisii (6 % de la population) dans l'Ouest du pays. Il a rejoint la coalition gagnante après les élections, tout comme le petit parti progressiste Safina (arche de Noé en swahili), animé par un brillant avocat, Paul Muite, qui s'était rapproché de S. Nyachae.

### Quelques données de base

**Superficie** : 580 370 km<sup>2</sup>

**Population** : 34 260 000 habitants

**Population urbaine** (2005) : 35 %

**Espérance de vie** : 47 ans

**Population de moins de 15 ans** (2005) : 42 %

**Analphabétisme** (hommes) : 10 %

**Analphabétisme** (femmes) : 21,5 %

**Religions** : protestants (38 %) ; catholiques (28 %) ; animistes (26 %) ; musulmans (8 %)

**Capitale** : Nairobi (qui accueille le siège des Nations unies pour l'Habitat et l'Environnement)

**Langues officielles** : anglais et swahili

**Langues nationales** : kikuyu, luo, luhya, kamba

**PIB par habitant** (2005) : 1 100 dollars

**Taux de croissance** : 2,8 % en 2003, 4,3 % en 2004, 5 % prévu en 2005

**Déficit budgétaire** : 2,4 % du PIB en 2004 ; 1,2 % en 2005

**Dettes intérieure** : 25,3 % du PIB en 2004 ; 24,4 % en 2005

**Dettes extérieure** : 36,7 % en 2004 ; 33,6 % en 2005

**Principaux fournisseurs** : Asie (52,9 %), UE (22,2 %), Afrique (13,3 %)

**Principaux clients** : Afrique (33,7 %), UE (30,5 %), Asie (21,1 %)

Mombasa, principal port d'Afrique orientale, dessert aussi l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la RD Congo en produits pétroliers, industriels et en matières premières importées. C'est aussi le débouché pour les exportations agricoles régionales. Malgré un sursaut des exportations, la balance commerciale s'est détériorée, surtout sous l'effet des cours élevés du pétrole.

### Principaux secteurs d'activité économique :

Agriculture vivrière (blé, orge, maïs, riz), canne à sucre dans la région de Kisumu (Lac Victoria) et cultures d'exportation : thé, café, sisal, horticulture (30 % environ du PNB et plus de la moitié des recettes d'exportation) alors que les terres arables ne représentent que 20 % de la superficie du pays.

Elevage sur les Hautes terres (viande et produits laitiers)

Pêche industrielle pour exportation vers l'Europe dans le lac Victoria (région de Kisumu)

Services (60 % du PIB en 2004 et 2005) avec en premier lieu le tourisme (premier pourvoyeur d'emplois et première source de devises avec plus de 25 000 km<sup>2</sup> de

parcs nationaux et près de 20 000 km<sup>2</sup> de réserves nationales). Nette reprise après le tragique attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi en août 1998. Industrie (la plus dynamique de la sous-région) : agro-alimentaire et industries légères (cuir, papier, verre, plastiques, tôles et petits outillages) dominent les industries lourdes (produits chimiques, raffineries pétrolières et dérivés, métaux, acier machine). Des incitations fiscales introduites par les pouvoirs publics ces trois dernières années ont encouragé la production manufacturière (+ 4,1 % en 2004/2005). Croissance soutenue du secteur des transports et communication depuis 2000 (8,4 % en 2004)

---

Aux élections législatives, la NARC a obtenu 132 sièges contre 68 à la KANU, le FORD-P remportant quinze sièges et Safina deux. Après ces élections, la KANU s'est retrouvée tout à fait isolée et divisée. Au sein de la coalition sortie en tête des scrutins, c'est la *Liberal Democratic Party* (LDP) qui a remporté le plus grand nombre de sièges (59). Son leader Raila Odinga, fils du prestigieux opposant et ancien vice-président Oginga Odinga, a flirté avec l'Internationale socialiste (IS). Le DP, parti libéral du Président Kibaki, obtient pour sa part 39 sièges, contre 21 au FORD-K conduit par Michael Kijana Wamalwa, vice-président en 2002, décédé en août 2003. Le *National Party of Kenya* (NPK) de Charity Ngilu, ancienne dirigeante avec Peter Anyang Nyongo du *Social Democratic Party* (SDP) – parti lui aussi proche de l'IS à une certaine époque mais qui a éclaté en 2001 – occupe six sièges.

Pour mieux saisir la signification complexe de ces simples résultats, il faut rappeler, d'une part, les bouleversements internes qui ont marqué la KANU dirigée par un Daniel Arap Moi qui savait qu'il ne pouvait se représenter en 2002 mais avait longtemps hésité à s'y résoudre et, d'autre part, les conditions dans lesquelles s'est constituée la NARC, nouvelle coalition gouvernementale.

De la défaite de la KANU à l'émergence de la NARC, les stratégies des différents acteurs principaux du champ politique ont souvent été marquées par des repères ethniques ou régionalistes au service d'ambitions personnelles plus que par des références idéologiques. La notoire exception est Peter Anyang Nyongo, homme de gauche, idéologue du SDP et rédacteur du programme de la NARC. Il est toutefois réducteur de lier alliances et ruptures politiques à la seule dimension ethnique dont un P. A. Nyongo lui-même ne nie pas l'importance.

C'est ainsi que le Président sortant D.A. Moi, d'origine kalenjin (12 % de la population dans la vallée du Rift essentielle-ment), était conscient que Mwai Kibaki, d'origine kikuyu (de Nyéri) serait l'adversaire le plus redoutable de la KANU aux élections générales de 2002. Il l'avait devancé en 1997 (40,12 % contre 31,02 %). Il a donc facilité, au sein de la KANU, l'émergence de la candidature de Uhuru Kenyatta, également Kikuyu (de Kiambu). Ce faisant, il a mécontenté Raila Odinga, dirigeant du *National Democratic Party* (NDP) s'appuyant essentiellement sur l'Ouest et l'ethnie luo et qui s'était rapproché dès la fin 1998 de la KANU avant de s'y rallier contre la promesse d'être le successeur de Moi. R. Odinga, écarté de la succession, a donc quitté la KANU en octobre 2001 pour devenir le leader du *Liberal Democratic Party* (LDP) en septembre 2002 et rejoindre l'opposition unie au sein de la NARC peu avant les échéances électorales. Il est à noter que l'ancien secrétaire général de la KANU, Joseph Kamotho, un des représentants de l'aile dure du parti unique avec Nicholas Biwott et George Saitoti, l'a alors suivi pour devenir l'actuel secrétaire général du LDP, désormais présidé par David Musila devenu vice-président de l'Assemblée nationale.



Au départ, la NARC rassemble autour de M. Kibaki quatorze partis dont le NPK de Charity N'Gilu qui sera la présidente de la NARC, le DP de Kibaki et le FORD-K de Michael Kijana Wamalwa, remplacé par Musikari Kombo à la direction de ce parti après sa mort accidentelle en août 2003.

Après avoir quitté en 2001 le SDP qu'elle présidait, Charity Ngilu, d'origine kamba (11% de la population), a fondé le *National Party of Kenya* (NPK). Quant à Peter Anyang Nyongo, d'origine luo, il s'est rapproché de M. Kibaki, après avoir quitté le SDP dont il a été secrétaire général. Son objectif était de conforter une coalition anti-KANU tout en maintenant des contacts, dès le début 2001, avec Raila Odinga qui avait sabordé le *National Development Party* (NDP) pour rejoindre la KANU. Peter Anyang Nyongo a donc intégré le LDP. Le SDP, qui comptait seize députés dans la législature 1997-2002, réduit à l'état de groupuscule, n'a recueilli que 0,4 % des voix à la présidentielle de 2002 autour de la candidature du député James Orengo. La NARC, coalition anti-Moï autour de Kibaki, a donc pu réunir à la fois les opposants de toujours de la KANU (DP, FORD-K, NPK) et ceux qui, autour de Raila Odinga, avaient intégré la KANU avant de la quitter, en octobre 2001, à la suite des élections internes qui avaient promu le fils Kenyatta.

## 2003/2005 : Les difficultés et l'éclatement de la NARC

Pour les élections de 2002, la coalition NARC, formée autour de la personnalité charismatique de Mwai Kibaki, avait élaboré un mémorandum (MUO) dont Peter Anyang Nyongo a été le principal rédacteur. Les points forts de ce mémorandum étaient la réforme constitutionnelle, des réformes sociales incluant la gratuité de l'enseignement primaire, le développement des infrastructures et la réduction du train de vie de l'Etat. La tâche était immense dans un pays où 56 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, où la question de l'accès à l'eau potable, aux soins de santé primaire ou à l'éducation se pose avec acuité pour la majorité des citoyens. De plus, le Kenya, confronté à un fort taux de prévalence du sida et au paludisme, restait un pays fortement endetté qui connaissait une corruption toujours très forte qui l'avait isolé des bailleurs de fonds sous le régime Moï.

Dans l'esprit des promoteurs du mémorandum, la nouvelle Constitution, qui devait être rapidement soumise au vote des Kenyans – dans les trois mois suivant les élections générales –, devait réduire les pouvoirs du Président et créer un poste de Premier ministre ; elle devait également permettre d'aller vers un Etat réellement décentralisé.

Pourtant, à peine élu, le président Kibaki a laissé de côté l'essentiel des réformes envisagées dans le mémorandum, à l'exception notoire de celle de l'enseignement primaire gratuit, et



a exercé le pouvoir en s'appuyant sur son entourage personnel et non sur la coalition gouvernementale. Il n'a pas tenu ses engagements avec ses partenaires de la NARC en matière de répartition des postes dans le gouvernement, dans les autres institutions d'Etat et les ambassades. L'attaque cardio-vasculaire dont il a été victime à la fin février 2003 lui a valu un certain capital de sympathie mais a précipité des dérives opportunistes. L'accord sur le

### Le Kenya dans la sous-région

Le Kenya développe une activité politique et diplomatique forte dans la sous-région. Il a notamment relancé la dynamique d'intégration régionale au sein du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), créé en 1993 et regroupant 19 pays, et de la Communauté Est-africaine (EAC) qui rassemble le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie et devrait s'ouvrir au Burundi. Les pays de l'EAC ont surmonté les crises des années 1980 et 1990 qui avaient entraîné des fermetures de frontières sporadiques. Par ailleurs, le Kenya est membre fondateur de l'*Indian Ocean Rim* (IOR).

Dans le cadre de l'IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement), organisation régionale de la Corne de l'Afrique, le Kenya a été un médiateur efficace sur la question du Sud Soudan qui s'est conclue par la signature à Nairobi d'un accord de paix complet, le 9 janvier 2005, au terme d'un conflit meurtrier qui a duré plus de vingt ans.

D'octobre 2002 à 2004, le Kenya a abrité les laborieux pourparlers de la conférence de réconciliation somalienne. La mise en place d'un Parlement de 275 membres en août 2004, l'élection du Président Abdullahi Yussuf Ahmed, qui a prêté serment à Nairobi le 14 octobre 2004, et la formation d'un Gouvernement fédéral transitoire (GFT) sont les résultats de négociations souvent chaotiques qui ont lassé les autorités kenyanes, désireuses en 2005 de voir les acteurs somaliens regagner leur pays. Ceci étant fait, le Kenya a pris ses distances, l'Ethiopie et l'Erythrée étant aujourd'hui très impliquées dans l'épineux dossier de la Somalie où les Tribunaux islamiques, maîtres de Mogadiscio depuis juin 2006, entendent défaire l'autorité du GFT.

Bien que le Kenya soit peu impliqué dans le dossier des Grands Lacs, Nairobi devait accueillir, en décembre 2005, le deuxième sommet de la conférence internationale sur les Grands Lacs, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Ibrahim Fall, conduisant sa préparation depuis Nairobi.

### L'axe Washington/Londres dominant au Kenya

L'attentat perpétré le 7 août 1998 contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi, faisant 249 morts et plus de 4000 blessés, a rapproché le Kenya des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme. Le 28 novembre 2002, un deuxième attentat contre un hôtel de Mombasa, sur la côte, où séjournèrent des Israéliens a été à l'origine du renforcement des liens policiers et militaires entre le Kenya et Israël.

En devenant président à la mort de Jomo Kenyatta en 1978, Daniel Arap Moi a aussi pris en main la diplomatie du pays. Pro-occidental comme son prédécesseur, en opposition à l'Etat voisin – la Tanzanie de Julius Nyerere se réclamant du socialisme –, Moi conduisit dès 1978 des visites d'Etat en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France, son activisme diplomatique conservateur visant à asseoir une image incertaine et à lui donner une vraie légitimité au regard du charismatique et omniprésent « père de la Nation », Jomo Kenyatta.

La tentative de coup d'Etat en 1982 fut l'occasion de voir s'appliquer le pacte de défense conclu avec la Grande-Bretagne en 1963 (appui logistique à l'armée kenyane, aides d'urgence et stationnement de 2000 soldats britanniques, toujours présents en 1987 à Kahawa, Isiolo et Nanyuki). Le Kenya avait aussi signé un pacte de défense avec l'Ethiopie d'Hailé Sélassié en 1964 et allait en signer un avec les Etats-Unis en 1980. Il fut également très utile en 1982, quand Washington reconstitua les forces aériennes kenyanes après la tentative de coup d'Etat et mit 4000 hommes à la disposition de Moi.

Dès la fin des années 1980, le Kenya était un point d'ancrage du dispositif de défense occidental à l'échelle mondiale, les Etats-Unis ayant des droits exclusifs de stockage de matériel militaire et la permission d'utiliser des bases navales et aériennes kenyanes pour ses forces d'intervention rapide au Moyen-Orient, dans l'Océan indien et en Afrique australe. Par ailleurs, le Kenya a entretenu des liens solides avec l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Aujourd'hui, les Etats-Unis bénéficient toujours de leurs facilités militaires et des soldats britanniques stationnent toujours au Kenya. Ces dispositifs de défense vont de pair avec une politique d'investissements particulièrement dynamique de la Grande-Bretagne dans le secteur bancaire (Barclays et la Standard) et dans l'« agro-business » (Lonrho, Mackenzie Delgerty, Brooke Bond...). Cela explique que la Grande-Bretagne ait longtemps fermé les yeux, au moins jusqu'à la fin des années 1990, sur les atteintes aux droits de l'Homme et les violences ethniques commanditées par le régime Moi, à la différence des Etats-Unis qui se faisaient plus pressants. La victoire de Mwai Kibaki et de la coalition Arc-en-ciel en 2002 a été facilitée par l'attitude de la Grande-Bretagne de Tony Blair qui avait décidé de lâcher la KANU, omniprésente à la tête du Kenya depuis l'indépendance.

changement constitutionnel, en particulier, n'a pas été honoré. Ces dérives ont abouti à la rupture de la NARC, après l'échec des discussions entre ses composantes, malgré la médiation des Eglises. Cela s'est traduit par la formation, en juin 2004, d'un gouvernement d'union nationale marqué par le retour de la KANU et le départ officiel du LDP.

De juillet 2004 à novembre 2005, le débat politique s'est cristallisé autour de la réforme constitutionnelle, tandis que le gouvernement ne progressait toujours pas dans la lutte contre la corruption, pourtant un des objectifs premiers de la campagne de 2002. Au scandale Goldenberg (exportation fictive d'or et de diamants) qui avait marqué le régime Moi succédait celui de *Anglo Leasing and Finance Ltd* sur les marchés publics. La démission retentissante, en février 2005, de John Githongo, secrétaire permanent pour la Gouvernance et l'Ethique, et son départ pour Londres – il estimait en effet ne pas pouvoir lutter efficacement contre la corruption affectant certains milieux politiques – ont entraîné le gel d'engagements de bailleurs de fonds. Même si le FMI et la Banque mondiale lui ont gardé leur confiance, la démission à 45 ans de J. Githongo, ancien militant de *Transparency International*, ami personnel du chef de l'Etat, a jeté un certain discrédit sur le régime Kibaki. Par ailleurs, sous la pression des institutions financières internationales, le projet de sécurité sociale présenté par la ministre de la Santé Charity Ngilu a été rejeté.

Dans un contexte économique quelque peu morose (le taux de croissance, entre 3 % et 4 %, était inférieur à ceux des pays voisins), la bataille politique autour de la réforme de la Constitution a recomposé l'échiquier politique du pays, en consacrant l'éclatement de la NARC et en commençant à préfigurer les

alliances possibles, mais encore très fluides, dans la perspective des élections générales de 2007.

## Les conséquences du rejet de la réforme constitutionnelle (21 novembre 2005)

Le Président Kibaki a connu bien des défections au moment de défendre son projet de réforme constitutionnelle. Il n'a donc bénéficié que de l'appui de sa propre formation, le *Democratic Party* (DP, libéral), du *FORD-K*, animé par Musikari Kumbo et Mukhisa Kituyi, et de celui du *National Party of Kenya* (NPK) de Charity Ngilu, ces deux dernières formations se voulant quelques accointances avec la social-démocratie.

Même si les questions de la réduction des pouvoirs du chef de l'Etat, de la décentralisation de l'Etat vers un système plus fédéral, de la réforme agraire ont été au cœur des débats pendant la rédaction du projet de Constitution, le référendum a pris l'allure d'un plébiscite en faveur ou non du chef de l'Etat, le strict contenu du texte passant au second plan. Les partisans du « non » dénonçaient bien sûr le maintien d'un Etat bureaucratique et autoritaire et réclamaient la création d'assemblées régionales permettant une utilisation plus rationnelle des ressources nationales, mais c'est l'appréciation globale de la politique conduite par Kibaki de 2003 à 2005 qui a été le véritable enjeu du référendum constitutionnel.

C'est au sein de l'*Orange Democratic Movement* (ODM), qui avait une orange pour symbole, que se sont rassemblées en faveur du « non » des forces assez hétéroclites. Le moteur en était le *Liberal Democratic Party* (LDP, centre gauche), appuyé par la fraction la plus importante de la KANU qui avait été hostile à la participation au gouvernement d'unité nationale de juin 2004.

Au référendum constitutionnel du 21 novembre 2005, la « coalition de l'orange » pour le « non » a sévèrement battu, par 58,12 % des suffrages contre 41,88 %, la coalition présidentielle, qui avait choisi le symbole de la banane pour défendre le « oui ».

Devant cette cuisante défaite du chef de l'Etat, l'opposition, conduite par le LDP et la KANU, a vainement réclamé des élections générales anticipées. Depuis sept mois, le gouvernement en place avant le référendum ne s'était pas réuni et le Président Kibaki, qui entendait poursuivre son mandat jusqu'à son terme prévu en décembre 2007, a formé un nouveau gouvernement, plus homogène, dont bien des membres ont davantage lié leur sort politique à celui du chef de l'Etat qu'à celui de leur parti.

Ce gouvernement pléthorique fortement « kibakiste », formé le 6 décembre 2005, quinze jours après une cinglante défaite électorale, reflète les divisions existant au sein de l'ensemble des partis politiques kenyans, divisions qui se concrétiseront à travers les élections internes de chacune des principales formations, prévues pour le second semestre 2006.

## Remarques sur le gouvernement actuel

L'ossature politique de l'équipe gouvernementale repose sur le DP, parti présidentiel, le FORD-K de Musikari Kombo et le NPK de Charity Ngilu. La KANU et le LDP se retrouvent officiellement dans l'opposition même si certaines personnalités de ces partis ont accepté d'être ministres. La représentation de l'ensemble des régions (Hauts plateaux, Ouest, côte) et des ethnies (kikuyu, luhya, somali, kisii et plus marginalement luo, kalenjin, masaï) est une réalité.

Ce gouvernement est fortement marqué par la présence de nombreux anciens, âgés de plus de 70 ans, proches de Kibaki, à l'image de John Michuki, son financier, ministre d'Etat (Administration provinciale et sécurité nationale), de Jenga Karume, 80 ans, autre ministre d'Etat (Défense), qui ne s'exprime qu'en kikuyu, ou de Joseph K. Munyao, ministre du Développement, de l'Elevage et de la Pêche. Sans oublier un transfuge de la KANU, Gideon Konchellah, ministre d'Etat (Immigration et Développement régional), dont les origines lui font jouer un rôle de pont entre Kikuyu et Masaï, ainsi que le richissime Simeon Nyachae, ministre des Routes et Travaux publics, baron de la KANU puis, après son exclusion, candidat du FORD-P en 2002 avant de rejoindre la NARC. Pour sa part, le vice-président Arthur Moody Awori, à près de 80 ans, lui aussi très riche, membre du LDP à l'origine, a joué la carte Kibaki après avoir rompu avec Raila Odinga.

Toutefois, dans la perspective des échéances de 2007, certains ministres du *Democratic Party* représentent la relève : notamment Amos Kimunya, 42 ans, nommé le 14 février 2006 ministre des Finances, bien en cour au FMI et à la Banque mondiale, soutenu par son vice-ministre Peter Kenneth, ancien de la KANU passé au DP ; le ministre de l'Information Mutahi Kagwe, technocrate brillant, issu de la grande bourgeoisie Kikuyu, gendre du ministre d'Etat Michuki ; et le vice-ministre des Transports Robinson Njeru Githae. Enfin, n'oublions pas la très influente Martha Karua, ministre de la Justice, un des poids lourds du DP, qui a aussi longtemps milité dans la société civile.

Citons également Kipruto Arap Kirwa, 45 ans, ministre de l'Agriculture, un des rares responsables d'origine kalenjin (comme l'ancien président Moi) à avoir joué la carte de la NARC en 2002, et Newton Kulundu, un ancien du LDP qui a rejoint Kibaki et non le FORD-K malgré ses origines luhya. D'autres partiront sous les couleurs de la nouvelle formation kibakiste NARC K, apparue au début de l'année 2006 : c'est le cas du ministre des Affaires étrangères Raphaël Tuju, d'origine luo, une sorte d'anti-Raila Odinga, qui a fait de brillantes études aux Etats-Unis, ainsi que du vice-ministre du Tourisme Kalembe Ndile, d'origine kamba, très proche de la base, qui a pris ses distances avec Charity Ngilu, tout comme le ministre de l'Eau, John Katuku, son ancien homme-lige, et Kivuthu Kibwana, le nouveau ministre des Terres (nommé le 14 février 2006), professeur de droit, également d'origine kamba.

Outre le DP, le NPK et le FORD-K participent officiellement au gouvernement. Au sein du NPK, la ministre de la Santé Charity Ngilu qui le préside semble en perte de vitesse. Malgré sa volonté réformatrice affichée et son engagement constant pour les droits

des femmes, sa base électorale dépasse difficilement l'ethnie kamba. Plusieurs de ses proches, membres du gouvernement, se sont éloignés d'elle tout en restant fidèles à la coalition gouvernementale. Outre le rejet de son projet de réforme de la sécurité sociale, la gestion de son ministère, toujours marquée par une corruption certaine, est souvent critiquée. De plus, un ancien de la KANU, Kalonzo Musyoka, qui fut ministre des Affaires étrangères de Daniel Arap Moi, lui aussi d'origine kamba, est passé au LDP et son influence dépasse très largement sa région d'origine. En effet, il est en tête dans les sondages d'opinion dans la perspective de la présidentielle de 2007. Issu d'un milieu modeste et homme de réputation intègre, il appartient à la mouvance évangéliste *Born again*.

Deuxième composante par son importance du gouvernement, le FORD-K, dont la base est essentiellement luhya, est dominé par deux fortes personnalités : son président Musikari Kombo, homme intègre d'une soixantaine d'années, ministre des Autorités locales, et Mukhisa Kituyi, 42 ans, ministre du Commerce et de l'Industrie, très en vue sur le continent et qui a mené une campagne vigoureuse pour Pascal Lamy au sein de l'OMC. Soupçonné de corruption (liée aux activités du port), il est marié à une Norvégienne qui a été très active sous le régime Moi à la tête d'une ONG qui luttait contre la torture, le *Medical Legal Institute*.

M. Kituyi est plus proche du président Kibaki que M. Kombo. Il brigue la vice-présidence pour 2007 et se verrait bien candidat à la magistrature suprême si Mwai Kibaki se désistait. Dès 1991, M. Kituyi s'est engagé dans le FORD et a choisi d'appartenir à l'aile progressiste d'Oginga Odinga, FORD-K, après

l'éclatement du FORD en 1992. Homme de l'Ouest, élu député en 1992, il se réclame aujourd'hui de la social-démocratie et reproche à M. Kombo, son rival au sein de FORD-K, d'avoir négocié avec des forces démocrates-chrétiennes conservatrices. M. Kituyi était le cousin germain de Michael Kijana Wamalwa, dirigeant du FORD-K jusqu'à son décès accidentel en août 2003. C'est Musikari Kombo qui a succédé à M. K. Wamalwa.

---

### Les relations franco-kenyanes

Les relations commerciales entre la France et le Kenya n'atteignent pas, bien sûr, le niveau établi avec les Etats africains de son ancien espace colonial. La France est le dixième fournisseur du Kenya (3,35 % de part de marché, très loin de la Grande-Bretagne), et ses exportations et importations avec ce pays représentent respectivement 113 et 74 millions d'euros selon les dernières statistiques publiées.

Une trentaine d'entreprises françaises, représentant 4 500 emplois, est implantée au Kenya, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la banque, de la production de ciment, des télécommunications, des services, de l'horticulture et de la pharmacie. Parmi les principales, citons Total, Lafarge, Bolloré, Alcatel...

Dans le cadre de la réforme de la coopération du gouvernement de Lionel Jospin, le Kenya a été inclus dans la zone de solidarité prioritaire (ZSP) en 1999. Dès 1997, l'Agence française de développement (AFD) avait ouvert un bureau régional à Nairobi qui couvre à la fois le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda. Depuis la création du bureau, les engagements de l'AFD s'élèvent à 282 millions d'euros (dont 82 % pour le Kenya qui est le seul des cinq pays à être éligible à des prêts bonifiés, les quatre autres ne recevant que des dons et subventions).

Les secteurs prioritaires d'intervention de l'AFD sont l'appui aux infrastructures de base (eau potable et assainissement, électrification rurale, routes), les systèmes financiers (notamment les micro-crédits) et la protection de l'environnement. Cela se traduit par un engagement annuel de l'ordre de 35 millions d'euros et un peu

plus pour Proparco, filiale de l'AFD consacrée au financement du secteur privé (maillage bancaire régional, appui aux sociétés à vocation exportatrice comme la KTDA – thé –, Kenafric Industries Ltd – confiserie –, GBH Ltd – logistique portuaire –, Africa Re – réassurance). Proparco intervient aussi dans les infrastructures en cofinancement avec d'autres bailleurs de fonds.

Avec un peu plus d'un million d'euros par an, la coopération culturelle, scientifique et technique est très modeste. L'Alliance française de Nairobi (6000 élèves), la plus importante d'Afrique, et celle de Mombasa (650 élèves) connaissent un succès certain, comme la Maison de France au cœur de la capitale Nairobi. L'Institut français de recherche en Afrique (IFRA) est un outil important de connaissance de la région. Enfin, le lycée français Denis Diderot accueille près de 400 élèves de 40 nationalités différentes.

Les relations politiques entre les deux pays ne sont pas très denses : visites de Charles Josselin, ministre de la Coopération en octobre 1999 et janvier 2002, de Pierre-André Wiltzer, son successeur, en janvier 2003, ainsi que celle, la même année, de Tokia Saïfi, secrétaire d'Etat au Développement durable. Auparavant, en février 2002, Charles Gaysot, ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement, s'était également rendu au Kenya.

C'est la socialiste Christine Auclair, urbaniste à l'ONU-Habitat à Nairobi depuis 1994, qui est l'une des deux élus à l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) pour l'Afrique orientale et australe (soit un espace de onze pays). On compte au Kenya une dizaine d'ONG et quatre associations de Français : l'Association démocratique des Français de l'étranger (ADFE), l'Union des Français au Kenya (U FK), l'Association de solidarité des Français au Kenya (ASFK) et Nairobi-Accueil. Particulièrement dynamique au sein de la communauté française qui compte près d'un millier de personnes, la section de l'ADFE est présidée par Christian Caldara, restaurateur, et la section socialiste est animée par Jean-Luc Wasse, également chargé de la communication au bureau de la Fédération des Français de l'étranger (FFE), par ailleurs directeur de programme au siège de l'ONU de Nairobi.

Ambassadeur de France au Kenya depuis janvier 2004, Hubert Fournier a été auparavant préfet de la Haute-Saône, de la Réunion, du Var, puis préfet de région en Basse-Normandie puis en Midi-Pyrénées.

---

Au sein du gouvernement, plusieurs des membres du FORD-K sont proches de Kombo : Henry Obwocha, ministre de la Planification et du Développement, qui pèse peu, Moses Wetangula, riche avocat, financier de FORD-K, vice-ministre des Affaires étrangères, et Raphaël Wanjala, vice-ministre de l'Eau, bon orateur et bien implanté. Mukhisa Kituyi peut sans doute compter sur Bonny Khwalwale, médecin libre-penseur, assez populiste, vice-ministre de la Coopération régionale, et sur Noah Wekesa, qui a remplacé à l'Education l'ancien vice-président et baron de la KANU George Saitthoti, démissionnaire... pour corruption. C'est John Munyes, d'origine turkana, au nord-ouest du pays, qui est le ministre d'Etat du FORD-K (Programmes spéciaux).

La région de la Côte est notamment représentée par Suleiman Shakombo, ministre d'Etat, par le vice-ministre des Affaires étrangères Danson Mungatana, par Morris Dzoro, ministre du Tourisme, et par Soita Shitanda, ministre du Logement. Les Somali comptent notamment le ministre d'Etat chargé de la Jeunesse Mohamed Abdi Kuti et le ministre du Développement régional, Abdi M. Mohamed, élu de la KANU.

## Quelles alliances pour les élections générales de 2007 ?

La recomposition de l'échiquier politique kenyan s'est opérée à travers la campagne référendaire de 2005 donnant un gouvernement fort et une opposition forte. Pour la première fois, une relative discipline de parti a joué un rôle puisque certaines per-

sonnalités ont refusé un poste de ministre. Toutefois, chacune des deux coalitions qui se sont opposées est hétéroclite et ne repose pas sur un programme ou un projet politique véritable.

Autour du Président Kibaki se sont regroupées des forces libérales et conservatrices, à l'image du DP et d'une petite fraction de la KANU, cimentées par une appartenance dominante aux Kikuyu des Hauts plateaux du Centre, ainsi que des forces se réclamant du réformisme à l'image du FORD-K. Ce dernier est lui-même traversé par des courants plus ou moins progressistes mais ayant leurs bases électorales dans l'Ouest du Kenya au sein des Luhyas et du NPK de Charity Ngilu essentiellement implanté en milieu kamba.

Le chef de l'Etat, dont le DP représentait surtout les couches supérieures de l'ethnie Kikuyu, est à la recherche d'une base plus large et a encouragé, au début de l'année 2006, la création d'un nouveau parti, NARC K, dont les dirigeants sont très peu connus, mais auquel se sont ralliés d'anciens proches de Charity Ngilu issus du NPK.

Cette stratégie s'accompagne de rapprochements sélectifs avec des gros bras politiques plus connus, comme Mukhisa Kituyi. Mais il n'y a pas, pour l'heure, d'élaboration d'un programme électoral et de recherche des bases d'une plate-forme politique. Pourtant, la coalition gouvernementale doit faire face à l'insatisfaction croissante des citoyens vis-à-vis du monde politique. On peut véritablement parler de crise de la démocratie représentative tant les espoirs suscités par la victoire de l'Alliance arc-en-ciel (NARC) aux élections générales de 2002 ont été déçus, en parti-

culier au niveau de l'emploi, de la lutte contre la corruption et de la réforme attendue de la Constitution.

Côté opposition, au sein de l'*Orange Democratic Movement* (ODM) qui n'a pas réussi à se structurer en tant que tel, se sont réunies des forces qui se sont souvent affrontées sous le régime précédent. L'essentiel du LDP, dont certains dirigeants se réclament de la social-démocratie, mobilise en premier lieu l'ethnie luo, dans l'Ouest du pays, et s'est allié dans le « non » au référendum à une large majorité de la KANU, de tradition conservatrice. Cette majorité réunit la plupart des Kalenjin autour d'un Arap Moï de plus en plus présent sur la scène politique, des Kikuyu des Hauts plateaux autour du fils Kenyatta et une aile plus moderniste à l'image de William Ruto.

Au sein de chacune des principales formations, des courants se sont constitués, souvent sur des bases territoriales appartenant à un même espace ethnique, autour de personnalités plus ou moins charismatiques ; la rivalité entre Musikari Kombo et Mukhisa Kituyi pour la direction de FORD-K l'illustre bien.

D'ores et déjà, deux dirigeants de la KANU ont fait acte de candidature pour la présidentielle de 2007 : Uhuru Kenyatta, candidat malheureux en 2002, et William Ruto. Il n'est pas à exclure que la vieille garde de ce parti, à l'image du baron du parti Nicholas Biwott, ne veuille arbitrer à travers une troisième personne. Au LDP, il n'y a pas moins de quatre candidats potentiels. Parmi eux, le leader officiel, Raila Odinga, d'origine luo, quitta le FORD-K pour créer vers le milieu des années 90 le *National Democratic Party* (NDP) qui s'est fondu dans la KANU

en 2000, avant de quitter la KANU en octobre 2001 pour lancer le LDP. Raila Odinga ne doit guère apprécier la percée du populaire et très charismatique Kalonzo Musyoka, d'origine kamba, ancien et jeune ministre des Affaires étrangères de la KANU dont il est sorti à la création du LDP. A l'heure actuelle, les sondages le placent en tête pour la présidentielle de 2007. Deux autres personnalités du LDP sont également candidates à la candidature pour le LDP : Mudavadi, également ancien de la KANU, d'origine luhya, et l'ancien ministre Najib Balala, originaire de la Côte.

Pour souligner la complexité des combinaisons, on peut signaler que certains idéologues du LDP privilégieraient une alliance avec la tendance de William Ruto, Kalenjin de la vallée du Rift, dans la KANU, ce qui ne laisserait pas sans réaction les autres figures de proue de la KANU...

Ces rivalités internes dans chacun des deux camps font que l'on ne peut pas exclure de nouvelles combinaisons entre courants ou personnalités appartenant pour l'heure à des camps adverses. Ainsi, on ne peut écarter l'hypothèse d'un rapprochement entre Raila Odinga, figure de proue de l'opposition, et l'actuel chef de l'Etat Mwai Kibaki. En effet, comment préjuger de l'attitude du leader luo Odinga si Kalonzo Musyoka s'imposait comme le candidat du LDP en 2007 ?

Dans cette situation particulièrement incertaine, Wangari M. Mathai, courageuse animatrice de la société civile sous Moï, très en vue au plan international depuis qu'elle a reçu le prix Nobel de la Paix en 2004, n'a pas accepté un poste de vice-ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles dans le gou-



vernement du 6 décembre 2005. Elle n'a sans doute pourtant pas renoncé à toute ambition politique. Sa capacité à dépasser une approche ethnique – elle est Kikuyu – peut lui permettre de jouer un rôle de rassemblement.

Cette société civile qui avait joué un rôle de premier plan dans la dynamique politique des dernières années du régime Moi, en particulier sur les questions de la réforme constitutionnelle et de la lutte contre la corruption, a intégré la coalition Arc-en-ciel en 2002. Les dirigeants les plus connus et les plus brillants d'organisations non gouvernementales (ONG) ont été cooptés dans le gouvernement de 2003. Parmi eux, on a pu distinguer trois types d'attitude : ceux qui ont développé une défense acritique du nouveau régime Kibaki, ceux qui ont gardé le silence tout en étant très déçus et frustrés par l'action de ce nouveau régime et ceux qui ont quitté le navire, à l'image de John Githongo, ancien dirigeant de *Transparency International*, devenu secrétaire permanent pour la Gouvernance et l'Éthique.

Depuis 2003, la société civile est particulièrement silencieuse, comme si le bilan politique de Mwai Kibaki était satisfaisant. En réalité, se pose un réel problème de leadership au sein de cette société civile dont les dirigeants les plus brillants font aujourd'hui partie de la classe politique. Le débat autour de la réforme constitutionnelle a toutefois marqué un sursaut, mais la société civile était divisée entre partisans du « oui » et du « non ». Par ailleurs, le nouveau pouvoir politique, connaissant parfaitement les liens matériels et financiers extérieurs de ces ONG, a su trouver les moyens de neutraliser leur action.

Le mouvement syndical se regroupe sous un seul parapluie – COTU (K), *Central Organisation of Trade Unions* (Kenya) – ce qui est positif au regard des divisions de la société civile. Mais il est inefficace, faute d'un vrai leadership dynamique. Les dirigeants sont avant tout attachés à conserver leur poste, à l'image du secrétaire général de la COTU (K), proche de la KANU et doté d'une forte personnalité, mais qui ne semble guère préoccupé par les questions du droit du travail et de la protection des travailleurs. Quelques syndicats de la COTU (K), comme l'Union des travailleurs de l'électricité, le secteur des télécommunications ou le syndicat des transporteurs, restent mobilisés sur la question des privatisations, les conséquences de la mondialisation libérale et bien sûr des intérêts plus corporatistes.

Malgré les déceptions engendrées par le bilan du Président Kibaki, dont la coalition Arc-en-ciel alternative à la KANU a suscité tant d'espairs, la perspective des élections générales de 2007 peut être l'occasion d'une nouvelle mobilisation citoyenne sur des bases politiques plus cohérentes, dépassant les simples combinaisons et ambitions personnelles qui se bâtissent sur des intérêts régionalistes et des calculs aux relents ethniques.

Les notes de la Fondation Jean-Jaurès  
Directeur de la publication : Gilles Finchelstein  
Rédacteur en chef : Laurent Cohen  
Maquette : Martine Savina  
Réalisation : Jean-Pierre Pécau

Fondation Jean-Jaurès  
12, cité Malesherbes – 75009 Paris  
Téléphone : 01 40 23 24 00  
Télécopie : 01 40 23 24 01  
Courriel : [fondation@jean-jaures.org](mailto:fondation@jean-jaures.org)  
Site internet : <http://www.jean-jaures.org>